

Le logement

Pour montrer à quel point la situation s'est détériorée, je voudrais me reporter à un article qui a été publié le 27 mai 1981 dans le *Globe and Mail*. L'auteur cite les propos suivants de M. Richard Shiff, président de Bramalea Ltd., de Brampton:

Nous assistons maintenant à une crise financière qui tient les familles à faible et à moyen revenus à l'écart du marché.

M. Shiff affirme que la situation tient ces familles à l'écart du marché. Cet homme sait de quoi il parle, monsieur l'Orateur; sa société est dans l'immobilier. L'article dit ensuite:

Selon ses calculs, une famille en Ontario devrait avoir un revenu total de \$46,000 cette année pour avoir les moyens de payer une hypothèque de \$70,000, ce qui représente une augmentation de 40 p. 100 des coûts par rapport à l'année passée.

● (1550)

Voici ce qu'il a déclaré:

Moins de 10 p. 100 des familles canadiennes qui louent actuellement un logement ont un revenu assez élevé.

Autrement dit, moins de 10 p. 100 des familles canadiennes peuvent espérer aujourd'hui posséder leur propre maison ou même avoir la chance d'en posséder une un jour. Bien entendu, il en a rendu responsables en grande partie la politique du gouvernement en matière d'habitation, et les taux d'intérêt actuels qui ont atteint le niveau exorbitant de 19.5 p. 100, selon lui. L'une de ses recommandations visait à permettre aux propriétaires de déduire les intérêts hypothécaires aux fins de l'impôt, lorsque le taux d'intérêt était supérieur à 13 p. 100. Selon ses estimations, cela coûterait au gouvernement environ 500 millions de dollars pour l'année 1981 uniquement.

Cela me rappelle la solution que nous avons proposée à la Chambre en décembre 1979 et qui a été rejetée—et j'en parlerai en détail dans quelques instants—grâce à l'action concertée du parti libéral et des néo-démocrates, qui se moquaient bien d'aider les propriétaires canadiens ou ceux qui voudraient le devenir lorsqu'ils en ont la possibilité.

Quelle autre preuve nous faut-il pour nous convaincre de la nécessité d'agir dans le domaine du logement? J'ai sous les yeux un article de Dian Cohen paru dans le *Citizen* d'Ottawa du 3 novembre. D'après ses calculs, de 85,000 à 100,000 personnes risquent de perdre leur maison l'an prochain au Canada. Elle rapporte que, d'après M. Claude Renaud, vice-président de la Compagnie d'assurance hypothécaire du Canada, environ 70,000 propriétaires n'auront aucun recours au moment de renégocier leur hypothèque, lorsqu'elle viendra à l'échéance cette année. Il y aura donc 70,000 à 100,000 propriétaires qui, aux dires de Dian Cohen, économiste, et de M. Renaud, vice-président de la Compagnie d'assurance hypothécaire du Canada, ne seront pas en mesure de renouveler leur hypothèque cette année et perdront donc leur maison. Je suppose que quelqu'un de l'autre côté doit commencer à grogner en disant: «Quelles preuves avez-vous de ce que vous avancez?»

Dans ma circonscription de Saint-Jean-Ouest, à Terre-Neuve, j'ai largement assez de preuves. Je veux vous parler d'une lettre que j'ai reçue cette semaine. Elle vient de Judith Murphy, demeurant au 228, Mundy Pond Road, à Saint-Jean-Ouest. M^{me} Murphy est aux abois, pour reprendre l'expression favorite du gouvernement. Elle a écrit une lettre aux journaux

le 12 septembre 1981. Elle a envoyé une copie de la lettre qu'elle avait écrite au premier ministre (M. Trudeau), dans laquelle elle signalait qu'après onze ans de mariage, son mari et elle sont obligés de se battre avec des versements hypothécaires qui ont doublé. Il y a trois ans, ils ont réussi à s'acheter une maison neuve bien à eux. Maintenant, ils risquent de la perdre à cause des taux d'intérêt élevés. Elle a demandé au premier ministre d'intervenir, de l'aider à garder sa maison pour que ses deux enfants aient la chance de grandir dans une maison à eux et non dans un logement locatif. Elle disait dans sa lettre:

Vous ne pouvez imaginer ce qu'on ressent quand on est sur le point de perdre la sécurité si longtemps rêvée d'être propriétaire.

Je dois avouer qu'il y a peut-être une façon de conserver ma maison. Ce serait de réduire vraiment les dépenses, de supprimer celles qui ne l'ont pas déjà été, les dépenses de nourriture.

Il ne lui reste rien d'autre à supprimer comme dépenses. Elle dit ensuite:

J'ai deux enfants, ils n'ont pas la chance d'aller en vacances au bout du monde, ils jouent derrière dans le jardin.

Ils ne vont pas au Maroc, ils ne vont pas au Kenya, ils n'ont pas de vacances d'été en Afrique du Nord avec papa, parce que papa ne dispose pas du gouvernement du Canada et de ses immenses moyens pour aller promener ses enfants dans ces pays exotiques. Non, cette femme n'a que sa cour pour promener ses enfants pendant l'été. Alors, elle a vu que le premier ministre ne comprendrait pas ce que cela représente pour elle. Elle dit:

Nous n'avons pas les moyens d'aller en vacances . . .

Je ne suis pas folle, je sais qu'il y en a des milliers d'autres qui pensent comme moi.

Elle attendait par retour une réponse du premier ministre pour savoir ce qu'elle pourrait faire. Bien sûr, le premier ministre ne lui a pas répondu pour lui dire ce qu'elle pourrait faire. Mais moi je l'ai fait. Je lui ai dit qu'il n'y avait pas grand-chose à faire tant que le gouvernement resterait au pouvoir, ce gouvernement qui s'en fiche, ce gouvernement qui trompe les gens pour arriver au pouvoir et qui oublie ensuite chaque promesse, chaque engagement qu'il a pris pendant les quelques mois passés dans l'opposition.

M^{me} Judith Murphy m'a également envoyé une semaine d'annonces de saisies et de ventes judiciaires de maisons hypothéquées qui ont paru dans les journaux de Saint-Jean. Dans ma circonscription de Saint-Jean-Ouest, elle a découpé dans le journal 17 ventes de maisons hypothéquées parues dans la semaine. Il s'agit des avis de ventes donnés dans ma circonscription. Il y a une maison à Chamberlain et une autre à Gander, mais les 15 autres sont situées à Saint-Jean-Ouest. Toutes ces maisons étaient hypothéquées. Il y en a une au 81, Munden Drive, à Mount Pearl; elle a été vendue le lundi 22 février. Cette personne a été forcée de vendre sa maison lundi dernier à cause de difficultés financières insurmontables. Si vous cherchez des aubaines, je peux vous indiquer d'autres adresses à Mount Pearl, un peu partout dans Saint-Jean-Ouest, à Ferryland, St. Vincent's et Colinet. Ces maisons ont toutes été mises en vente ce mois-ci. Cela prouve qu'un besoin existe. Que le gouvernement ne vienne pas nous raconter le contraire.